

Le siècle des totalitarismes.

Introduction : connaître la chronologie p 191.

Le **totalitarisme** est un concept qui apparaît dans les années 1920 en Italie où apparaît pour la première fois l'adjectif « totalitaire » pour désigner le régime fasciste de Mussolini. L'emploi du terme totalitaire se généralise dans les années 1930 autant dans les pays démocratiques où il prend un sens négatif que dans les discours des mouvements fasciste ou nazi qui l'adoptent pour opposer leur modèle à celui des démocraties et lui confère une valeur positive. En France, la philosophe Simone Weil l'applique au système soviétique et utilise cette formulation :

« il apparaît assez clairement que l'humanité contemporaine tend un peu partout à une forme totalitaire d'organisation sociale, pour employer le terme que les nationaux-socialistes ont mis à la mode, c'est-à-dire à un régime où le pouvoir d'État déciderait souverainement dans tous les domaines, même et surtout dans le domaine de la pensée ».

Mais c'est le travail de la philosophe Hannah Arendt et en particulier, la publication de son ouvrage, *les origines du totalitarisme* (1951) qui conduit à sa généralisation aux dictatures européennes des années 1920-1945.

Les Totalitarismes sont donc des antithèses du système démocratique, ils se distinguent des dictatures traditionnelles par **leur volonté de s'immiscer dans la pensée individuelle et l'intimité des citoyens.**

Il est possible de mettre en évidence des points communs dans la genèse et l'organisation des 3 grands régimes totalitaires soviétique, fasciste et nazi, mais il est nécessaire de faire apparaître leurs spécificités.

Pbmtq générale :

Quels sont les points communs et les spécificités des totalitarismes dans leur genèse, leur organisation et leurs relations avec les démocraties dans les années 1930 ?

Le cours se divisera en 3 parties :

- Genèse des régimes,
- organisation et spécificité des régimes,
- les totalitarismes face aux démocraties dans les années 1930.

I. La genèse des régimes totalitaires :

Pbm : Le développement des totalitarismes est-il une réponse aux crises militaires, politiques et économiques qu'on traverse les pays qui les ont mis en place ?

1. La genèse du totalitarisme soviétique.

Connaître chronologie de la p192 :

a) Un contexte de crise :

En Février 1917, une première révolution éclate en Russie. C'est une réponse à l'archaïsme et à l'autoritarisme du tsarisme qui accordait au Tsar et aux familles nobles une part presque totale du pouvoir politique et de la propriété foncière.

Le 25 Octobre 1917, les Bolcheviks (bolcheviques), terme qui désigne les membres du parti dirigé par **Lénine (voir bio p 391)** organisent la **révolution dite d'octobre** qui permet au **parti communiste** de Russie de prendre le pouvoir.

b) les nouveaux principes de l'état bolchevik.

Doc. 1, 3, 5 p 192 :

La révolution d'octobre a de multiples conséquences pour l'empire russe :

- La mise en place d'un régime autoritaire fondé sur les principes marxistes en particulier **l'abolition de la propriété privée** qui conduit à **la naissance d'une société sans classe** dans laquelle, le pouvoir est exercé au nom de la **dictature du prolétariat (classe ouvrière)** associé au gouvernement populaire par l'intermédiaire des **soviets**.

- la fin de la participation de la Russie à la 1^{ère} GM (Traité de Brest-Litovsk de mars 1918)
- la guerre civile (1918-1921) qui oppose « l'armée rouge » aux partisans du tsar qualifié de « blancs ».

La victoire de l'armée rouge permet la fin du **communisme de guerre** et la proclamation d'un nouvel état pour remplacer la Russie et les provinces non russes qui lui sont associées sous le nom d'**URSS**, c'est-à-dire **l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques**.

Jusqu'en 1924, Lénine reste officiellement le chef de l'URSS mais sa mort conduit à une lutte de pouvoir qui permet à **Joseph Staline, Secrétaire Général** du parti communiste d'URSS de **prendre seul le pouvoir en 1928**.

2. la mise en place du Fascisme en Italie.

a) Le contexte de la prise de pouvoir par Mussolini.

L'Italie : Au début des années 1920, les tensions sont fortes en Italie. La guerre a provoqué d'importants dégâts et une crise économique secoue le pays. L'agitation politique est vive et oppose les mouvements de gauche et en particulier socialistes-communistes et les éléments les plus radicaux de la droite qui voit se développer le mouvement Fasciste. En Août 1920, le climat en Italie est proche de la guerre civile.

Le mouvement fasciste et son évolution :

- création des Faisceau de combat (23 mars 1919)
- le mouvement fasciste s'oppose aux mouvements d'extrême-gauche et entre au service des industriels et des riches propriétaires terriens.
- En 1921, le mouvement fasciste est représenté par 35 députés et Mussolini transforme son mouvement en Parti National Fasciste (novembre 1921)

Doc 3 et 4 p 195 : **La prise de pouvoir.**

Le parti fasciste devient un parti de masse et fait pression sur le gouvernement pour être associé au pouvoir. La grève générale d'août 1922, lancée par les syndicats de gauche permet à Mussolini de montrer l'efficacité de son mouvement et de sa branche armée « **les Chemises noires** ». En quelques jours, la grève générale est brisée.

Le 24 octobre 1922 : Mussolini organise « une marche sur Rome ». Le roi Victor-Emmanuel II appelle Mussolini au pouvoir le 28 octobre 1922.

b) l'organisation de la dictature fasciste :

La mise en place de la dictature se fait progressivement et passe par l'élimination de la forte opposition socialo-communiste. En juin 1924, l'assassinat de G. Matteotti, chef du parti socialiste, marque le passage à la dictature. En effet, Mussolini reconnaît « assumer la responsabilité politique » du meurtre.

Durant la période allant de décembre 1925 à mai 1926, Mussolini fait adopter une série **de lois appelées fascistissimes** qui conduisent à la mise en place du régime totalitaire en Italie :

- **Le Duce**, titre attribué à B. Mussolini se substituant à celui de 1^{er} ministre, exerce une **l'autorité absolue** dans le royaume, il n'est responsable de ses actes que devant le roi qui ne dispose pas du pouvoir de le démettre de ses fonctions.
- Le **grand conseil national fasciste** qui réunit les cadres du PNF devient l'organe suprême du pouvoir et donc le véritable gouvernement de l'Allemagne.
- le **PNF et les syndicats qualifiés de « corporations fascistes »** sont les seules représentations politiques et syndicales autorisées.
- Création **d'un tribunal spécial pour la sécurité de l'Etat** permettant la condamnation des opposants anti-fascistes
- l'OVRA, police politique du PNF obtient d'importants pouvoirs et devient un instrument de contrôle et de répression.

3. La mise en place du régime nazi.

a) Un contexte de crise économique.

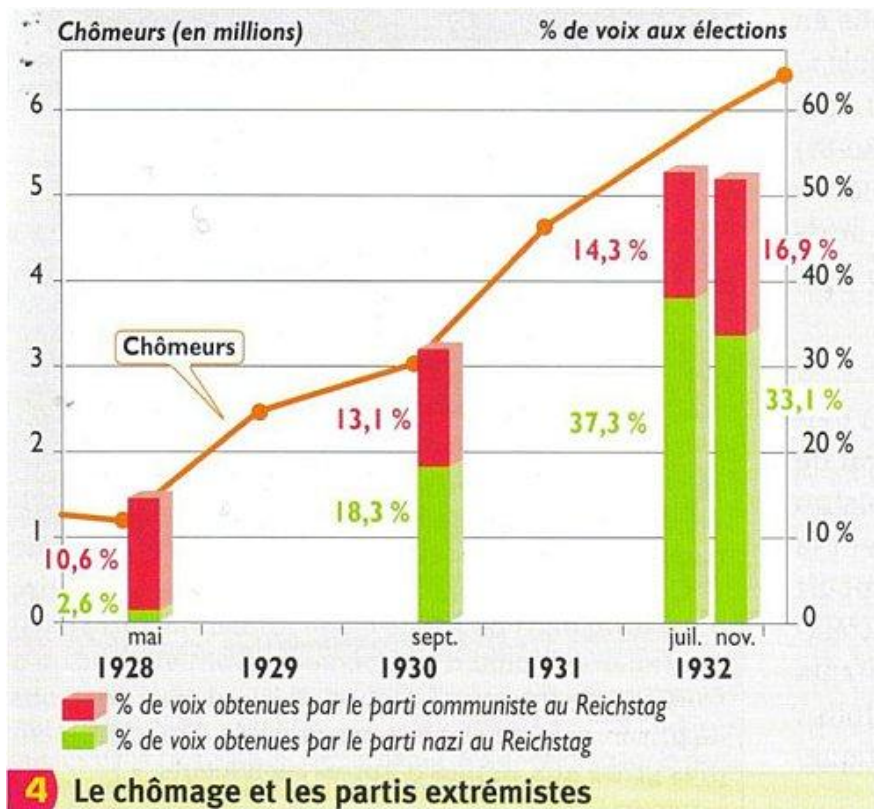
La situation allemande au début des années 1930 ressemble beaucoup à celle des années 1920 en Italie. La démocratie est jeune. La classe politique fortement divisée et les partis extrémistes puissants et bien organisés. Deux mouvements s'opposent idéologiquement et attirent de nombreux partisans et électeurs qui subissent de plein fouet la crise économique:

- Le KPD : parti communiste allemande.
- Le NSDAP : Parti National Socialiste des Travailleurs Allemands d'Adolf Hitler (Nationalsozialistische

Deutsche Arbeiter Partei) qui dispose de milices violentes, les SA (Section d'assaut)

La crise de 1929 : (doc 2 p 196)

La crise économique contraint 6 millions d'Allemands au chômage. Le NSDAP et A. Hitler connaissent alors une ascension fulgurante.



En 1928 : NSDAP = 2% des voix aux élections législatives.

En 1930 : 107 élus sur 577 députés.

En juillet 1932 : LE NSDAP obtient plus de 37 % des voix puis 32,1% aux nouvelles élections de nov. 1932.

Le 30 janvier 1933 : Hitler et son parti remporte une nouvelle fois les élections avec près d'1/3 des suffrages, il est appelé à former un nouveau gouvernement après son alliance avec la droite parlementaire.

b) La mise en place de la dictature :

Doc. 5 p 197 :

Le 27 février 1933 : le parlement allemand (Reichstag) est incendié. Hitler accuse le KPD d'être responsable de cet incendie et fait interdire ce parti, principal mouvement d'opposition au NSDAP.

Dès mars 1933, Hitler met en place sa dictature en profitant du climat de confusion politique que son parti entretient par l'intermédiaire de l'action de la milice du parti, les SA. La « mise au pas » de l'Allemagne passe par l'élimination des opposants, la nazification de l'Etat et la détention des **pleins pouvoirs** par **A. Hitler dès le 23 mars 1933**.

Le 14 juillet, le parti nazi NSDAP et le syndicat nazi sont les seules organisations populaires autorisées.

En 1934, le titre de **Führer** remplace celui **de Chancelier et de Président de la République**, fonctions réunies en une seule et détenues par Hitler (referendum d'Août 1934). De fait Hitler n'est pas le chef du gouvernement mais de l'Allemagne.

La genèse des trois régimes totalitaires montre une similitude de contexte, celui de crises qui conduisent les mouvements les plus radicaux et les mieux organisés à prendre le pouvoir et à mettre en place des dictatures.

II. Les principes des totalitarismes.

Doc. 1

Führer Prinzip : « Toute l'organisation de l'État doit découler du principe de la personnalité, depuis la plus petite cellule que constitue la commune jusqu'au gouvernement suprême de l'ensemble du pays. Il n'y a pas de décisions de la majorité, mais seulement des chefs responsables et le mot "conseil" doit reprendre sa signification primitive. [...] Il faut transposer le principe qui fit autrefois de l'armée prussienne le plus admirable instrument du peuple allemand et l'établir à la base même de notre système politique : la pleine autorité de chaque chef sur ses subordonnés et sa responsabilité entière envers ses supérieurs. [...] L'État raciste, depuis la commune jusqu'au gouvernement du Reich, ne possédera aucun corps représentatif qui décide quoi que ce soit par voie de majorité, mais seulement des corps consultatifs qui se trouveront sans cesse aux côtés du chef et qui recevront leur tâche de lui [...] »

Adolf Hitler.

Les totalitarismes des années 1930 s'opposent dans leurs thématiques idéologiques mais montrent de nombreuses similitudes quant à l'exercice du pouvoir et à l'encadrement de la société.

Les 3 régimes étudiés recherchent **l'adhésion de la population à un projet social total**. Il s'agit de créer **une société et un homme nouveaux**.

Le recours à la propagande, les structures d'embrigadement et les moyens de répression sont souvent proches dans leur fonctionnement. Chaque régime est également un modèle qui fascine ou effraie les nations voisines. Ainsi les « antifascistes » se regroupent souvent dans des mouvements communistes et inversement les « anti-communistes » sont attirés par les mouvements d'extrême-droite. Il existe donc une **concurrence des extrêmes** qui conduit les autorités des états totalitaires à éliminer en premier lieu les mouvements les plus radicaux qui leur sont opposés (ex : KPD en Allemagne, Parti Socialiste en Italie) avant d'éliminer les opposants moins radicaux (démocrates) ou les opposants de « l'intérieur » (élimination des chefs SA en Juin 1934, Purges PC soviétique entre 1936-1938).

Tableau comparatif.

1. Organisation et idéologie de l'état totalitaire.

- a) Dictature et Etat-Parti.
- b) thèmes idéologiques : créer une société nouvelle.

2. Adhésion et contrôle de la société.

- a) propagande.

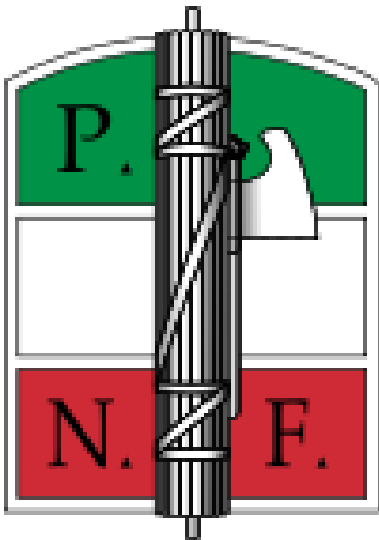
La propagande dans les trois régimes totalitaires est omniprésente. Elle se définit comme, **l'utilisation et le contrôle de l'ensemble des moyens de communication afin de diffuser les grands principes idéologiques et structurels du régime et d'obtenir l'adhésion des masses**.

- b) embrigadement :

Les états totalitaires se caractérisent par leur volonté de contrôler chaque moment mais aussi la pensée des membres de la communauté. Il est donc nécessaire d'organiser des mouvements et des manifestations de masse pour promouvoir l'unité de la communauté.

- c) répression.

Tous les régimes cherchent à éliminer toute forme d'opposition. L'élimination des opposants est à la fois un moyen d'assurer le maintien de la dictature mais aussi est un moyen d'assurer l'adhésion au régime en créant un sentiment de « terreur » et en désignant des ennemis s ce qui fédère la communauté.



III. Les totalitarismes face aux démocraties dans les années 1930.

1. Une hostilités communes des totalitarismes vis-à-vis des démocraties :

Parmi les points communs aux régimes totalitaires a été évoquée leur commune hostilité à la démocratie libérale. Ces régimes partageaient un mépris et une haine de la démocratie libérale. Cette hostilité se traduit non seulement par l'écrasement des libertés des organisations démocratiques à l'intérieur, mais également par une action extérieure :

- la ligne « classe contre classe » du Komintern jusqu'en 1934, qui débouche en Allemagne sur une concomitance des attaques communistes avec celles des nazis contre la démocratie de Weimar jusqu'à sa disparition ;
- Les subventions des régimes fascistes aux organisations d'extrême droite dans les démocraties parlementaires ;
- les campagnes de propagande, aussi bien communistes que fascistes, contre les régimes démocratiques.

2. Aveuglement ou impuissance des démocraties?

a) sentiment pacifique :

- « der des der ».
- l'illusion et désillusion de la SDN
- l'alliance Franco-britannique. (entente cordiale 1904) : Elle apparaît comme une garantie de paix mais elle est aussi une source d'impuissance.

b) les divisions partisans des régimes démocratie.



Affiche de 1934 de H. Petit pour le parti des Républicains Nationaux

http://www.histoireimage.org/site/etude_comp/etude_comp_detail.php?m=l'homme%20au%20couteau&d=1&i=681&id_sel=1184

<http://www.histoire-image.org/pleincadre/index.php?i=738>

P 224 : les ligues et le « francisme ».

Dans le contexte difficile des années 1934-1936, marqué par les émeutes du 6 février 1934 conduite par les ligues comme les croix de feu, les jeunes patriotes, l'Action Française) d'extrême-droite puis des élections législatives de 1936 qui conduit à la victoire le Front Populaire qui unit les partis de gauche (Radicaux, SFIO, PCF) qui s'opposent à la montée du fascisme en France, c'est deux affiches témoignent de la division politique des Français et à l'influence des modèles totalitaires sur une partie des citoyens. Ainsi, depuis sa création en 1920, le PCF est membre du Komintern (fondé en 1919). Ses dirigeants reçoivent de Moscou des consignes précises qui conduit à des choix politiques contradictoires.

En 1936, le PCF adhère au FP et soutient le gouvernement du FP de Léon Blum.

En Août 1939, soutien du PCF au pacte germano-soviétique. Le PCF déclaré illégal devient clandestin.

Dans ce contexte politique et économique difficile, les gouvernement de la droite républicaine (1932-1936) puis de Gauche (1936-1938) ont du mal à conduire une politique extérieure unanime.

Le développement des ligues et la montée de l'extrême-droite en France conduisent des hommes ambitieux ou exclus de parti de gauche à s'engager dans des mouvements radicaux proches du mouvement fasciste voire nazi (J. Doriot, Marcel Déat). Ces hommes seront des collaborateurs des nazis

c) Des démocratie face à leur opinion public.

Contrairement aux dictatures les démocraties sont soumis à des opinions publiques très versatiles et contradictoires. L'apparition des premiers sondages aux EU en 1936 puis en France en 1938, par l'IFOP, témoignent de l'importance électorale de connaître les grandes tendances de l'opinion pour adapter les choix politiques des gouvernements.



Affiche de R. Cabrol commandée par le PCF en 1936.

d) isoler l'Allemagne.

L'accès d'Hitler au pouvoir modifie totalement les équilibres entre démocratie et totalitarisme en Europe. En effet, jusqu'en janvier 1933, l'Allemagne est une démocratie (**République de Weimar**). Mais la transition rapide vers le totalitarisme a des conséquences sur la politique extérieure de la France et du RU.

P 225 La France recherche entre 1934 et 1935, une alliance avec l'Italie fasciste de Mussolini dont les intérêts divergent de ceux d'Hitler. Mais l'attaque italienne en Ethiopie (1935-1936) puis le rapprochement d'Hitler et de Mussolini qui se conclue par la signature d'un accord militaire (**Axe Rome-Berlin du Nov. 1936**) mettent fin aux espoirs de front anti-hitlérien.

Doc 2 p 233 En 1938-1939, la France et le RU recherche alors une alliance avec l'URSS mais là encore, le choix de Staline de signer le **pacte Germano-soviétique de non-agression** (23 août 1939) conduit immédiatement les 2 démocraties aux portes de la guerre.

2. La marche à la guerre.

Quelles furent les étapes qui conduisirent à la 2^{de} GM ?

a) les 1^{ères} alertes.

P130 :

L'Europe s'est reconstruite en 1919 sur les bases du Traité de Versailles qui réduisaient considérablement la puissance allemande en amputant son territoire de vastes régions au profit de la France, de la Belgique mais surtout de la Pologne et en réduisant les forces militaires allemandes à un strict minimum (100 000 hommes, pas de service militaire, pas d'aviation, d'artillerie, de blindé ou de navire de guerre).

De plus, la France pensait être à l'abri d'une agression grâce à la ligne Maginot et à la démilitarisation du Rhin.

P 225 : chronologie.+ carte p 227.

Quelques mois après son arrivée au pouvoir, Hitler dénonce le traité de Versailles et décide de quitter la SDN (Oct. 1933) puis il restaure le service militaire obligatoire (Mars 1935). Les dépenses d'armement de l'Allemagne s'accroissent rapidement et conduisent à une modernisation de l'armée contraire au Traité de Versailles (ex : création de la Luftwaffe et lancement du 1^{er} sous-marins allemand en juin 1935).

En Mars 1936, Hitler organise la **remilitarisation de la Rhénanie**. Pour la France, il s'agit d'une menace directe, mais dans un contexte d'élections législatives, la France se contente d'une dénonciation diplomatique. Pour Hitler, cette absence de réaction est le signe évident de la volonté des démocraties de maintenir la paix et donc de la possibilité pour son régime d'accroître ses prétentions et sa préparation de la guerre.

b) la guerre d'Espagne (1936-1939).

1930 : Destitution du dictateur Primo de Rivera par le roi Alphonse XIII.

1931 : Proclamation de la république et exil du roi.

Fév. 1936 : Victoire électorale du Front Populaire Espagnol qui, comme en France rassemble les partis de gauche. (Psdt de la République : Azaña)

Juillet 1936 : Débarquement de Franco et des troupes nationalistes (les phalangistes), début de la guerre opposants les «nationalistes» commandés par Franco aux «républicains».

Juillet 1936-Avril 1939 : Guerre civile.



Carte des opérations militaires :

- Zone nationaliste initiale en juillet 1936
- Avancée nationaliste en septembre 1936
- Avancée nationaliste en octobre 1937
- Avancée nationaliste en novembre 1938
- Avancée nationaliste en février 1939
- Dernière zone sous contrôle républicain en avril 1939.

L'attitude des pays étrangers :

Les démocraties : (doc 3 p228 et doc 4 p 229)

La France et le RU sont résolument «**non-interventionnistes**» ce qui cause des divisions politiques, en particulier en France où le FP est au pouvoir. Le parti communiste et les mouvements anarchistes recrutent des hommes qui partent combattre auprès des Républicains et seront regroupés dans les Brigades Internationales. Blum propose **une « convention internationale » de non-intervention**, par lequel « toutes les puissances européennes s'engageraient (...) à interdire l'exportation, en Espagne, du matériel de guerre ». Le pacifisme conduit la France et le RU à la recherche d'une solution négociée.

L'URSS : (doc 6 p 229)

Apporte une aide matérielle puis militaire aux Républicains. Les troupes russes furent peu nombreuses mais des officiers et des commissaires politiques encadrèrent l'armée et la population, en particulier après 1937, lorsque les volontaires étrangers furent regroupés dans les **brigades internationales** et que les mouvements politiques autonomes comme le POUM furent éliminés.

L'Allemagne et l'Italie : (doc 2 p228) :

La guerre civile fut pour les régimes totalitaristes allemand et italien utilisèrent la guerre d'Espagne comme un instrument de propagande mais surtout, un terrain militaire qui leur permis d'expérimenter leurs stratégies et leur armement. L'Italie et l'Allemagne envoyèrent plus de 100 000 soldats, des centaines d'avions et des tonnes de matériel en Espagne.

Les camps :

Les Républicains : Armée républicaine Gouvernement légitime. Partis de gauche (PCE, CNT, PSE)	les nationalistes ou Franquistes phalangistes dirigés par Franco Partis de droite (CEDA, église catholique, monarchiste)
URSS Brigades internationales	Allemagne nazie Italie Fasciste

Une politique de terreur.

Chaque camp met en place un régime de terreur dans les territoires qu'il contrôle. Les violences sont intenses et utilisées par la propagande ennemi qui dénonce la « terreur rouge » ou la « terreur blanche ».

Les Républicains s'en prennent aux phalangistes capturés, aux membres du clergé (14 000 assassinats) et aux partisans de la droite (15 000 exécutions à Madrid). Au total, les exécutions auraient conduit à la mort plus de 200 000 personnes dont 75000 sont des victimes de l'anticléricalisme.

Les Nationalistes pratiquèrent des milliers d'exécution en particulier de prisonniers de guerre ou de responsables politiques de gauche. Au total, les violences franquistes auraient fait entre 100 000 et 400 000 morts.

P 234 :

La violence s'est également manifestée par la stratégie de bombardement des villes. Le plus célèbre est celui de **Guernica** au Pays Basque le 26 Avril 1937. Perpétré par l'aviation allemande, il préfigure la stratégie **du Blitz** pratiquée par les Allemands durant la 2^{de} GM.



La guerre d'Espagne est souvent présentée comme une manifestation de la guerre totale, du fait de l'abolition des limites conventionnelles civils/militaires et par l'opposition idéologique entre les belligérants.

c) l'expansionnisme allemand conduit à la guerre.

Doc 2,3, 4 et 5 p230/231.

A partir de 1938, Hitler met en application les conceptions territoriales qu'il a développé dans « mein Kampf ». Il s'agit pour lui de rassembler les peuples allemands dans un « **Grand Reich** » et d'assurer l'avenir de son peuple en lui garantissant un « **espace vital** » (**Lebensraum**) suffisant.

Chronologie p 230. Carte p 227

13 Mars 1938 : Annexion de l'Autriche (Anschluss).

Septembre : Hitler réclame l'annexion des Sudètes.

29 Septembre : Conférence de Munich (doc. 2 p 230). Le RU et la France acceptent les prétentions allemandes contre la « garantie internationale (des) frontières (de la Tchécoslovaquie), garantie à laquelle l'Allemagne participerait elle-même ».

15 Mars 1939 : Malgré leur engagement, les Allemands annexent la Bohême-Moravie.

Cet acte donne raison à ceux qui, comme Winston Churchill (texte 4 p 231), pensaient que les accords de Munich équivalait à « une capitulation totale des démocraties devant la menace nazie ». Il exprimait ainsi une pensée partagée par une part de plus en plus importante de la population qui pensait que la guerre devenait inévitable.

Mais pour leurs partisans, **les accords de Munich, s'ils ne pouvaient sauver la paix, permettaient aux démocraties de préparer la guerre**. Mais l'analyse de Churchill se révéla exacte lorsqu'il affirmait que « l'Allemagne développera(it) son potentiel militaire plus rapidement qu'il ne sera(it) possible à la Grande-Bretagne et à la France de compléter leurs préparatifs de défense ».

Les 11 mois qui séparent les accords de Munich du déclenchement de la 2^{de} GM ne permirent pas aux démocraties de faire face aux forces de l'Axe.

La signature du Pacte germano-soviétique de non-agression du 23 août 1939 (doc.2 p 233) précède de 8 jours le début de la guerre, marquée par l'invasion de la Pologne (**1^{er} septembre 1939**). Cette alliance contre-nature témoigne de l'opposition des totalitarismes aux principes de la démocratie qui conduit Staline à préférer un accord avec son principal ennemi plutôt qu'une alliance militaire avec la France et le RU.

Conclusion :

La montée des totalitarismes montre l'ampleur des crises qui secouèrent l'Europe de 1917 à 1933 et l'incapacité des démocraties à s'opposer à la volonté des régimes totalitaires par une réponse diplomatique et militaire adaptée.

Les démocraties pouvaient-elles, par une réaction forte et précoce, empêcher la seconde guerre mondiale ?